Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 74° **Roma - Sabato, 8 luglio 1933 - Anno XI** **Numero 157**

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1933

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTI ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 157 DELL'8 LUGLIO 1933-XI:

Ministero delle finanze - Commissione censuaria centrale:

Nuove tariffe derivate da aggiungersi al prospetto delle tariffe del comune di Isorella della provincia di Brescia.

(5105)

Prospetto delle tariffe d'estimo stabilite per i comuni di Gabiano, Moncestino e Villamiroglio, aggregati al Distretto di Casale Monferrato della provincia di Alessandria.

(5106)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 giugno 1933, n. 741.
Conversione in legge del R. decreto-legge 28 aprile 1933, n. 407, concernente disposizioni complementari per i concorsi banditi prima dell'entrata in vigore del R. decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, che eleva i limiti di età per l'ammissione agli impieghi.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il R. decreto-legge 28 aprile 1933, n. 407, concernente disposizioni complementari per i concorsi banditi prima dell'entrata in vigore del R. decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, che eleva i limiti di età per l'ammissione agli impieghi.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.

LEGGE 8 giugno 1933, n. 742.
Conversione in legge del R. decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, concernente elevazione dei limiti di età per l'ammissione agli impieghi.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il R. decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, concernente elevazione dei limiti di età per l'ammissione agli impieghi.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.

LEGGE 15 giugno 1933, n. 743.

Approvazione della Convenzione italo-svizzera, firmata in Roma il 3 gennaio 1933, relativa al riconoscimento ed all'esecuzione delle sentenze in materia civile e commerciale.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione italo-svizzera, firmata in Roma il 3 gennaio 1933, relativa al riconoscimento ed all'esecuzione delle sentenze in materia civile e commerciale.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore nei termini ed alle condizioni previsti dall'art. 18 della Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 15 giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE FRANCISCI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.

Convention entre l'Italie et la Suisse sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Conseil Fédéral Suisse*, désireux de régler les rapports entre les deux Pays sur la reconnaissance et l'exécution des jugements, ont résolu de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence Benito MUSSOLINI, Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

Le Conseil Fédéral Suisse:

Son Excellence Georges WAGNIÈRE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er.

Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les juridictions de l'un des deux Etats ont l'autorité de la chose jugée sur le territoire de l'autre Etat, si elles réunissent les conditions suivantes:

1° — que la décision émane d'une juridiction compétente selon l'article 2 de la présente convention ou, à défaut de règles conventionnelles, selon les règles de compétence judiciaire internationale admises par le droit de l'Etat où la décision est invoquée;

2° — que la reconnaissance de la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public de l'Etat où la décision est invoquée, en particulier que celle-ci ne soit pas en contradiction avec une décision déjà rendue sur la même contestation par une juridiction dudit Etat;

3° — que la décision soit passée en force de chose jugée d'après la loi de l'Etat où elle a été rendue;

4° — qu'en cas de jugement par défaut, la citation qui a introduit l'instance ait été remise en temps utile à la partie défaillante ou à son mandataire autorisé à la recevoir. Si la notification devait avoir lieu sur le territoire de l'Etat où la décision est invoquée, il est nécessaire qu'elle ait été faite par la voie de l'entr'aide judiciaire réciproque.

La procédure à suivre pour la reconnaissance de l'autorité de la chose jugée est régie par la loi de l'Etat requis.

Art. 2.

La compétence des juridictions de l'Etat où la décision a été rendue est fondée au sens de l'article premier, n. 1, si elle est prévue par une convention internationale, ou dans les cas mentionnés ci-après:

1° — lorsque le défendeur avait son domicile dans cet Etat;

2° — lorsque, par une convention expresse en vue de contestations déterminées, le défendeur s'était soumis à la compétence du tribunal qui a rendu la décision, sauf si toutes les parties avaient leur domicile dans l'Etat où la décision est invoquée.

Il en est de même si le défendeur est entré en matière, sans réserve, sur le fond du litige;

3° — lorsque le défendeur ayant un établissement commercial ou industriel ou une succursale sur le territoire de l'Etat où la décision a été rendue y a été cité pour des contestations ayant trait à l'exploitation de l'établissement ou de la succursale;

4° — s'il s'agit d'une demande reconventionnelle en connexité avec la demande principale ou avec les moyens de défense invoqués contre celle-ci;

5° — en matière d'état, de capacité ou de droit de famille des ressortissants du Pays où la décision a été rendue;

6° — lorsqu'il s'agit d'une contestation successorale entre les héritiers d'un ressortissant du Pays où la décision a été rendue;

7° — lorsqu'il s'agit d'une action réelle ayant pour objet un immeuble situé dans l'Etat où la décision a été rendue.

Néanmoins, les dispositions contenues aux nos 1 à 4 ne s'appliquent pas aux contestations pour lesquelles le droit de l'Etat requis reconnaît comme exclusivement compétentes ses propres juridictions ou celles d'un tiers Etat.

Art. 3.

Les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats et qui réunissent les conditions énumérées à l'article 1er, pourront, après avoir été déclarées exécutoires, donner lieu à l'exécution forcée dans l'autre Etat ou y faire l'objet de formalités telles que l'inscription ou la transcription sur les registres publics.

Ne seront déclarées exécutoires dans l'Etat requis que les décisions qui ont pleine force exécutoire dans l'Etat où elles ont été rendues.

La procédure à suivre est régie par la loi de l'Etat requis.

Art. 4.

Les juridictions de l'Etat dans lequel la décision est invoquée ne sont pas liées, lors de l'examen des faits qui déterminent la compétence des juridictions de l'autre Etat, par les constatations rapportées dans la décision.

Elles ne procèdent pas à un nouvel examen du fond de la décision.

Art. 5.

La partie qui invoque la décision doit produire:

1° — une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité;

2° — les pièces de nature à établir que la décision est passée en force de chose jugée et, s'il y a lieu, qu'elle est exécutoire;

3° — l'original ou une copie certifiée conforme de l'assignation de la partie qui a fait défaut à l'instance;

4° — une traduction des pièces énumérées ci-dessus, certifiée conforme par un représentant diplomatique ou consulaire de l'un des deux Etats, sauf dispense de cette obligation par l'autorité compétente.

Si ces documents sont dressés, délivrés ou légalisés par les tribunaux de l'une des Hautes Parties contractantes, ou par les autorités visées à l'article 11 de la présente Convention, ils n'ont besoin d'aucune légalisation pour être utilisés sur le territoire de l'autre Partie, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre du tribunal ou de l'autorité susdite.

Art. 6.

La partie admise à l'assistance judiciaire gratuite dans l'un des deux Etats en bénéficiera de plein droit dans la procédure tendant à faire reconnaître ou déclarer exécutoire sur le territoire de l'autre Etat la décision qui a été rendue en sa faveur.

Art. 7.

Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats et y ayant la même autorité que les décisions judiciaires seront reconnues et déclarées exécutoires dans l'autre Etat, si elles satisfant aux prescriptions des articles précédents, en tant que celles-ci sont applicables.

Il en est de même pour les transactions judiciaires.

Art. 8.

Les autorités judiciaires de l'un des deux Etats doivent, si l'une des parties le demande, se dessaisir des contestations portées devant elles lorsque ces contestations sont déjà pendantes devant une juridiction de l'autre Etat, pourvu que celle-ci soit compétente selon les règles de la présente Convention.

Art. 9.

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions ordonnant un séquestre ou toute autre mesure provisionnelle, ni aux décisions rendues dans un procès pénal sur conclusion de la partie civile, ni aux décisions rendues en matière de faillite.

Art. 10.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par la législation d'un des deux Pays peuvent être requises des autorités de ce Pays, quelle que soit la juridiction compétente pour connaître du fond.

Art. 11.

Les décisions d'autorités non judiciaires chargées en Suisse d'organiser et de surveiller la tutelle sont assimilées aux décisions judiciaires, quant aux effets de la présente Convention, uniquement pour ce qui concerne les ressortissants suisses.

Art. 12.

Le mot domicile désigne aux effets de la présente Convention:

1° — pour le majeur jouissant de sa capacité, le mineur émancipé, le majeur auquel est seulement imposée l'assistance d'un conseil pour l'accomplissement de certains actes, le lieu où il réside, dans l'un des deux Etats, avec l'intention de s'y établir ou, à défaut d'un tel lieu, le lieu où se trouve dans l'un des deux Etats le siège principal de ses intérêts;

2° — pour les personnes sous puissance paternelle ou sous tutelle, le lieu de domicile du représentant légal;

3° — pour le femme mariée, le lieu du domicile de son mari. Toutefois, si le domicile du mari est inconnu ou si la femme est séparée de corps ou autorisée à avoir un domicile séparé, le domicile de la femme est déterminé per le n. 1;

4° — pour les sociétés, le lieu où est établi le siège social.

Art. 13.

La présente Convention ne déroge pas aux dispositions des accords réglant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements au sujet de matières spéciales.

Art. 14.

Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 18, 1er e 2e alinéas, de la Convention sur la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905, et rendues dans l'un des deux Etats, seront déclarées exécutoires sur le territoire de l'autre Etat à la requête directe de la partie intéressée.

Art. 15.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent quelle que soit la nationalité des Parties.

Art. 16.

Les Hautes Parties contractantes se réservent d'appliquer d'un commun accord, par échange de notes, la présente Convention aux colonies italiennes.

Art. 17.

Les contestations qui s'élèveraient entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, séront réglées conformément aux dispositions du Traité de conciliation et de règlement judiciaire, conclu le 20 septembre 1924, à moins que les Hautes Parties contractantes ne soient d'accord pour admettre un autre moyen de règlement.

Art. 18.

La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Berne aussitôt que faire se pourra.

Cette Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Elle ne s'appliquera pas aux décisions judiciaires ou aux sentences arbitrales passées en force de chose jugée avant son entrée en vigueur, ni aux transactions conclues avant ce moment.

Cette Convention pourra être dénoncée par chacun des deux Etats. Toutefois, elle demeurera en vigueur encore un an après la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présente Convention.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 3 janvier 1933.

(*L. S.*) MUSSOLINI (*L. S.*) WAGNIÈRE

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:

SUVICH.

REGIO DECRETO 1° giugno 1933, n. 744.
Estensione alle Isole italiane dell'Egeo delle disposizioni concernenti il Concorso nazionale per la Vittoria del grano per l'annata agraria 1933-34.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Ritenuta la opportunità di ammettere le aziende agricole delle Isole italiane dell'Egeo al Concorso nazionale per la Vittoria del grano;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e foreste;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Le aziende agricole delle Isole italiane dell'Egeo sono ammesse al Concorso nazionale per la Vittoria del grano di cui gli articoli 1 del R. decreto-legge 29 luglio 1925, numero 1316, 1 del R. decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 30, e 2 del R. decreto-legge 17 marzo 1927, n. 407.

Art. 2.

Il presente decreto avrà applicazione a cominciare dal Concorso per l'annata agraria 1933-34.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — ACERBO.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *luglio* 1933 - *Anno XI*
Atti del Governo, registro 334, *foglio* 25. — MANCINI.

REGIO DECRETO 1° giugno 1933, n. 745.
Approvazione della convenzione 17 maggio 1933, per la concessione del tronco ferroviario Pescara-Pineta di Pescara.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il testo unico delle disposizioni di legge per le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e le automobili, approvato con Nostro decreto 9 maggio 1912, n. 1447;
Viste le leggi 27 giugno 1912, n. 638; 14 luglio 1912, n. 835; 29 dicembre 1912, n. 1365; 8 giugno 1913, n. 631; 23 luglio 1914, n. 742 ed il Nostro decreto 8 marzo 1914, n. 428;
Visti i decreti-legge 23 febbraio 1919, n. 303; 8 luglio 1919, n. 1327; 23 gennaio 1921, n. 56; 31 agosto 1921, n. 1222; 6 febbraio 1923, n. 431; 23 maggio 1924, nn. 996 e 998, convertiti nella legge 17 aprile 1925, n. 473;
Visti i decreti-legge 3 aprile 1926, n. 757, convertito nella legge 25 giugno 1926, n. 1262; 29 luglio 1925, n. 1509, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562; 31 dicembre 1925, n. 2525, convertito nella legge 25 novembre 1926, n. 2083; 16 agosto 1926, n. 1595, convertito nella legge 21 giugno 1928, n. 1473; ed il decreto-legge 2 agosto 1929, n. 2150, convertito nella legge 22 dicembre 1930, n. 1752;
Visto il decreto-legge 22 ottobre 1932, n. 1378, convertito nella legge 22 dicembre 1932, n. 1832;
Visto il Nostro decreto 10 dicembre 1925, n. 2347, col quale venne approvata la convenzione 3 dicembre 1925 per la concessione all'Amministrazione provinciale di Teramo e per essa alla Società Ferrovie Elettriche Abruzzesi della costruzione e dell'esercizio della ferrovia del Tavo da Penne a Pescara per Montesilvano, con raccordo al porto di Pescara;
Visto il Nostro decreto 10 agosto 1928, n. 2032, col quale venne approvato l'atto aggiuntivo 25 luglio 1928 per l'armamento, completamento, elettrificazione ed esercizio della suddetta ferrovia;
Udito il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici e del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per le comunicazioni e per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

È approvato e reso esecutorio l'atto addizionale stipulato il 17 maggio 1933-XI tra i delegati dei Ministri per le comunicazioni e per le finanze in rappresentanza dello Stato ed i legali rappresentanti della Società Ferrovie Elettriche Abruzzesi per il riconoscimento di detta Società quale concessionaria della costruzione e dell'esercizio della ferrovia Penne-Pescara con raccordo al porto di Pescara e per la concessione alla medesima del tronco di prolungamento da Pescara a Pescara Pineta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *giugno* 1933 - *Anno XI*
Atti del Governo, registro 333, *foglio* 169. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 29 giugno 1933, n. 746.
Modifiche all'ordinamento dell'Istituto nazionale L.U.C.E.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità e l'urgenza di apportare modificazioni all'ordinamento dell'Istituto nazionale L.U.C.E.;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il R. decreto-legge 24 gennaio 1929, n. 122, convertito nella legge 24 giugno 1929, n. 1048, è modificato come segue:

A) Gli articoli 7 e 8 sono sostituiti dall'articolo seguente:

« L'Istituto è amministrato da un Consiglio di amministrazione, nominato con Regio decreto, su proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, e costituito nel modo seguente:

a) dal presidente;

b) da un membro per ciascuno degli enti fondatori che hanno concorso alla costituzione del capitale di fondazione di cui all'art. 5, comma *a*);

c) da un rappresentante del Ministero dell'interno;

d) da un rappresentante del Partito Nazionale Fascista ».

B) Gli articoli 11, 12, 19 e 24 sono rispettivamente sostituiti con gli articoli seguenti:

« Art. 11. — Il Consiglio di amministrazione determina le linee generali di azione e di indirizzo da dare all'Istituto.

« Esso provvede:

a) alla formazione del regolamento generale per il personale ed alla determinazione del trattamento economico ad esso spettante;

b) alla formazione del regolamento degli uffici;

c) alla determinazione delle norme generali per l'impiego dei fondi;

d) al funzionamento delle singole cinemateche;

e) alla istituzione di sedi od agenzie;

f alla deliberazione e all'inoltro al Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, per l'approvazione, del bilancio preventivo e del consuntivo della gestione;

g) sull'ammontare delle medaglie di presenza per ogni seduta sia dei membri del Consiglio di amministrazione, come dei Consigli tecnici preposti alle diverse cinemateche esistenti in seno all'Istituto.

« Art. 12. — Il Consiglio di amministrazione è convocato dal presidente e si raduna almeno una volta al mese.

« L'avviso di convocazione deve essere spedito almeno cinque giorni prima, con l'indicazione esatta degli argomenti posti in discussione. In caso di urgenza, può essere convocato per telegramma con il preavviso di soli due giorni.

« Per la validità delle adunanze occorre la presenza di almeno cinque componenti, incluso il presidente.

« Le decisioni si prendono a maggioranza di voti.

« Alle sedute del Consiglio di amministrazione assiste, senza voto, il direttore generale, il quale esercita la mansioni di segretario.

« In mancanza del direttore generale dette mansioni sono affidate dal Consiglio di amministrazione ad uno dei propri membri.

« Art. 19. — Il Consiglio di amministrazione potrà promuovere la costituzione, in seno all'Istituto, di singole cinemateche incaricate di svolgere determinate attività secondo le direttive impartite dal Consiglio stesso.

« Le cinemateche sono formate con decreti del Capo del Governo.

« Esse sono dirette da Consigli tecnici, composti ciascuno di tre membri, nominati dal presidente dell'Istituto.

« Art. 24. — Il presidente è preposto ad ogni attività dell'Istituto ed ha i poteri di amministrazione che non siano espressamente devoluti dalle presenti disposizioni al Consiglio di amministrazione.

« Egli, inoltre, ha la legale rappresentanza dell'Istituto, con facoltà di delegarla di volta in volta.

« Il presidente nomina il direttore generale ».

C) La lettera *g*) dell'art. 26 è modificata come segue:

« *g*) il rendiconto consuntivo della gestione, accompagnato dalla relazione del Collegio dei revisori ».

D) Gli articoli 10, 13, 15 e 17 sono soppressi.

Il presente decreto entrerà in vigore dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge. Il Capo del Governo, Primo Ministro, proponente, è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 29 giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 luglio 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 334, foglio 43. — MANCINI.

REGIO DECRETO 29 giugno 1933, n. 747.
Istituzione di una sede distaccata di pretura a Ventotene.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2785;
Ritenuta la convenienza di istituire nel comune di Ventotene una sede distaccata della pretura di Napoli;
Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e la giustizia;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

È istituita, con effetto dal 1° agosto 1933-XI, nel comune di Ventotene, una sede distaccata della pretura di Napoli.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 29 giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

DE FRANCISCI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 luglio 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 334, foglio 42. — MANCINI.

REGIO DECRETO 22 maggio 1933, n. 748.
Riconoscimento, agli effetti civili, della istituzione di una Vicaria curata autonoma, in Cornigliano Marina.

N. 748. R. decreto 22 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, vengono riconosciute agli effetti civili le bolle 6 ottobre 1931, 2 febbraio 1932 e 10 febbraio 1932, del Cardinale Arcivescovo di Genova, concernenti la istituzione in

Cornigliano Marina di una Vicaria curata autonoma, il trasferimento in essa con tutti i beni ed i diritti, del titolo e del beneficio parrocchiale dei SS. Andrea e Ambrogio, unito alla Chiesa di S. Ambrogio in Genova e l'assegnazione del territorio della soppressa Parrocchia dei SS. Andrea ed Ambrogio alla Parrocchia metropolitana di San Lorenzo.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 22 maggio 1933, n. 749.
Riconoscimento della personalità giuridica dell'Istituto delle Canossiane in Cosenza.

N. 749. R. decreto 22 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica dell'Istituto delle Canossiane in Cosenza ed è stato autorizzato il trasferimento a favore dell'Istituto stesso, che ne è in possesso da epoca anteriore al Concordato, della casa ed orto attualmente intestati al canonico Giuseppe Candelise.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 29 maggio 1933, n. 750.
Donazione allo Stato di oggetti d'arte per il Museo del Bargello e per la Galleria d'arte moderna in Firenze.

N. 750. R. decreto 29 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, viene accettata la donazione fatta allo Stato con l'atto in data 20 febbraio 1933, per il Museo del Bargello di Firenze e la Galleria d'arte moderna di Firenze, di n. 26 oggetti d'arte facenti parte della collezione Luigi Pisa.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 29 maggio 1933, n. 751.
Erezione in ente morale della Cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio « G. Carducci » di Milano.

N. 751. R. decreto 29 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, la Cassa scolastica del Regio liceo-ginnasio « G. Carducci » di Milano, viene eretta in ente morale e ne è approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 1° giugno 1933, n. 752.
Riconoscimento come corpo morale dell'Istituto autonomo per le case popolari, con sede in Susegana.

N. 752. R. decreto 1° giugno 1933, col quale, sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici, viene riconosciuto come corpo morale l'Istituto autonomo per le case popolari, con sede in Susegana, e ne è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 22 maggio 1933, n. 753.
Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione in Curazia autonoma della Chiesa di Santa Giustina, in Lova di Campagna Lupia.

N. 753. R. decreto 22 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Padova del 15 ottobre 1929, relativo alla erezione in Curazia autonoma della Chiesa di S. Giustina, in Lova di Campagna Lupia.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 22 maggio 1933, n. 754.
Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero delle Vergini Eremite, detto di S. Bonaventura, in Padova.

N. 754. R. decreto 22 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero delle Vergini Eremite, detto di S. Bonaventura, in Padova, via Alberto Cavalletto n. 15.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 giugno 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 2 luglio 1933, n. 755.
Operazioni di credito per il finanziamento di un secondo lotto di lavori per l'estensione della trazione elettrica sulle linee ferroviarie esercitate dallo Stato.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 27 ottobre 1932, n. 1472, convertito in legge 22 dicembre 1932, n. 1988, riflettente l'estensione della trazione elettrica sulle linee ferroviarie esercitate dallo Stato;
Visto il R. decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627, convertito in legge 14 aprile 1921, n. 488, concernente la costituzione del Consorzio di credito per le opere pubbliche;
Visto il R. decreto 21 maggio 1933, n. 450, concernente operazione di credito col Consorzio di credito per le opere pubbliche relativa al finanziamento di un primo lotto di lavori per la detta estensione della trazione elettrica sulle ferrovie dello Stato;
Ritenuta l'urgenza di addivenire col Consorzio medesimo al perfezionamento di una nuova operazione di credito per il finanziamento di un secondo lotto dei lavori di cui sopra;
Sulla proposta dei Nostri Ministri Segretari di Stato per le finanze e per le comunicazioni;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

L'Amministrazione delle ferrovie dello Stato è autorizzata a contrarre con il Consorzio di credito per le opere pubbliche, costituito con R. decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627, convertito in legge 14 aprile 1921, n. 488, un mutuo per la somma di L. 600.000.000 occorrente per l'esecuzione di un secondo lotto di lavori di elettrificazione delle linee ferroviarie esercite dallo Stato, di cui al R. decreto-legge 27 ottobre 1932, n. 1172, convertito in legge 22 dicembre 1932, n. 1888.

Art. 2.

Il mutuo di L. 600.000.000 di cui al precedente art. 1 sarà versato in un corrispondente ammontare nominale di obbligazioni, a premi, del Consorzio di credito per le opere pubbliche « Serie speciale 4,50 % Elettrificazione Ferrovie dello Stato »; obbligazioni che verranno collocate a cura del Consorzio di credito suddetto per conto e nell'interesse dell'Amministrazione ferroviaria.

Il mutuo stesso sarà ammortizzato in 20 anni a decorrere dal 1° luglio 1933, ed il relativo contratto sarà stipulato con l'intervento dei rappresentanti del Ministero delle finanze, del Ministero delle comunicazioni e dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

Le quote annuali di ammortamento — comprensive degli interessi, quote di ammortamento di capitale e dei premi sulle obbligazioni — saranno pagate dall'Amministrazione ferroviaria in due rate semestrali.

Le annualità dovute al Consorzio di credito saranno iscritte con distinta impostazione nel bilancio dell'Amministrazione ferroviaria, a partire dall'esercizio finanziario 1933-34 e saranno specificatamente vincolate a favore del Consorzio di credito stesso.

Art. 3.

All'operazione di mutuo, di cui al presente decreto, sono applicabili le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 27 ottobre 1932, n. 1472, riflettenti la completa esenzione di qualsiasi onere fiscale e, pertanto, il Consorzio di credito è esente anche dalla quota di abbonamento di cui all'art. 8 del R. decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Rossore, addì 2 luglio 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

JUNG — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 luglio 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 334, foglio 50. — MANCINI.

DECRETO MINISTERIALE 22 giugno 1933.
Revoca dell'autorizzazione concessa alla Cassa rurale di S. Andrea di Conza (Avellino) per l'esercizio del credito agrario.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, che reca provvedimenti circa l'ordinamento del credito agrario nel Regno, convertito in legge, con modificazioni, con la legge 5 luglio 1928, n. 1760, e modificato con il R. decreto-legge 29 luglio 1928, n. 2085, convertito in legge con la legge 20 dicembre 1928, n. 3130;

Visto l'art. 47, 3° comma, delle norme regolamentari per l'esecuzione del precitato R. decreto-legge 29 luglio 1927, numero 1509, approvate col decreto interministeriale del 23 gennaio 1928, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 2 febbraio successivo n. 27, e modificate con decreti interministeriali del 18 giugno 1928 e del 10 maggio 1930, pubblicati, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* del 4 luglio 1928, n. 154, e del 14 giugno 1930, n. 139;

Ritenuto che la Cassa rurale di S. Andrea di Conza (Avellino) fu autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio previste dall'art. 2 del R. decreto-legge predetto, nel territorio dei comuni di S. Andrea di Conza, Conza della Campania, Castelnuovo di Conza, quale ente intermediario della Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con provvedimento della Sezione medesima del 2 novembre 1931, ai sensi dell'art. 23 delle norme regolamentari sopra menzionate;

Vedute le proposte formulate dalla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli con nota del 9 giugno 1933, numero 33809;

Decreta:

È revocata l'autorizzazione ad esercitare il credito agrario già concessa alla Cassa rurale di S. Andrea di Conza (Avellino).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 22 giugno 1933 - Anno XI

Il Ministro: ACERBO.

(5076)

DECRETO MINISTERIALE 1° luglio 1933.
Vendita a prezzo ridotto delle sigarette « Macedonia » e « Sport ».

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il R. decreto-legge 29 dicembre 1932-XI, n. 1805;
Sentito il Consiglio di amministrazione dei monopoli di Stato;

Decreta:

Il 9 luglio 1933-XI, nelle località sottoindicate, è autorizzata la vendita al prezzo ridotto di L. 1,50 per bustine da dieci pezzi dei seguenti tipi di sigarette:

a) « Macedonia », in tutti i Comuni capoluogo di Provincia, esclusi quelli indicati alla successiva lettera *b)*;
b) « Sport » nei comuni di Trento, Bolzano, Udine, Trieste, Gorizia, Fiume e Pola.

La vendita a prezzo ridotto dei due tipi di prodotto sarà effettuata a mezzo delle rivendite dei generi di monopolio.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 1° luglio 1933 - Anno XI

p. *Il Ministro*: PUPPINI.

(5119)

DECRETO MINISTERIALE 28 giugno 1933.
Percentuale obbligatoria di grano nazionale da impiegarsi nella macinazione per la produzione di farine e semolini per usi alimentari.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto l'art. 2 del R. decreto-legge 10 giugno 1931, n. 723, che stabilisce disposizioni per l'impiego di frumento nazionale nella macinazione per la produzione di farine e semolini per usi alimentari;

Visto il R. decreto-legge 24 settembre 1931, n. 1265, che reca disposizioni complementari al Regio decreto-legge predetto;

Visto il decreto Ministeriale 15 ottobre 1931, registrato alla Corte dei conti il 22 detto, registro n. 19 Agricoltura e foreste, foglio n. 359, recante norme per l'applicazione dei Regi decreti-legge 10 giugno 1931, n. 723, e 24 settembre 1931, n. 1265;

Visto il decreto Ministeriale 4 marzo 1933, registrato alla Corte dei conti il 9 detto, registro n. 5 Agricoltura e foreste, foglio n. 225, che stabilisce la percentuale di frumento duro nazionale da impiegarsi obbligatoriamente, dal 16 marzo 1933, nella macinazione per la produzione di farine e semolini per usi alimentari;

Visto il decreto Ministeriale 6 aprile 1933, registrato alla Corte dei conti il 14 detto, registro n. 8 Agricoltura e foreste, foglio n. 78, che stabilisce la percentuale di frumento tenero nazionale da impiegarsi obbligatoriamente, dal 16 aprile 1933, nella macinazione per la produzione di farine e semolini per usi alimentari;

Decreta:

Articolo unico.

A datare dal 17 luglio 1933, la percentuale obbligatoria di frumento di produzione nazionale da impiegarsi, nella macinazione dei grani teneri, dai molini tenuti all'osservanza del R. decreto-legge 10 giugno 1931, n. 723, e del R. decreto-legge 24 settembre 1931, n. 1265, è stabilita, per tutto il territorio doganale del Regno, nella misura del novantanove per cento della quantità complessiva dei grani teneri macinata posteriormente al 16 luglio 1933.

Per la macinazione dei grani duri, la percentuale obbligatoria di impiego del grano nazionale è stabilita, per tutto il territorio doganale del Regno, a datare pure dal 17 luglio 1933, nella misura del novantanove per cento della quantità complessiva dei grani duri macinata posteriormente al 16 luglio 1933.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 28 giugno 1933 - Anno XI

Il Ministro: ACERBO.

(5109)

DECRETO MINISTERIALE 5 luglio 1933.
Autorizzazione alla Banca agricola commerciale del Mezzogiorno di Napoli ad assorbire il « Credito Calabrese » di Catanzaro.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visti i Regi decreti 7 settembre 1926, n. 1511, e 6 novembre 1926, n. 1830, convertiti nelle leggi 23 giugno 1927, numeri 1107 e 1108, recanti provvedimenti per la tutela del risparmio;

Sentito l'Istituto di emissione;

Decreta:

La « Banca agricola commerciale del Mezzogiorno » Società anonima con sede in Napoli, è autorizzata ad assorbire, mediante incorporazione, la Società cooperativa in nome collettivo « Credito Calabrese », Cassa rurale centrale, con sede in Catanzaro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma addì 5 luglio 1933 - Anno XI

Il Ministro per le finanze:
JUNG.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste:
ACERBO.

(5110)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 50-160 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale:

Decreta:

Il cognome del sig. Silic Giusto fu Giuseppe e della fu Caterina Remec, nato a Biglia il 27 ottobre 1860 e residente a Biglia (Ranziano), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Silic Antonia Paola fu Giuseppe Saunig, nata a Biglia il 17 gennaio 1861, moglie.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 10 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1409)

N. 50-161 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Silic Giuseppe di Giuseppe e di Fagaueli Caterina, nato a Biglia il 12 agosto 1862 e residente a Merna, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Silic Giovanna di Giuseppe, nata a Merna il 24 dicembre 1909, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Merna, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 10 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1410)

N. 50-8 Z.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della signora Zuanut Giuseppina in Tercelj fu Giovanni e di Skapin Maria, nata a San Vito il 25 febbraio 1893 e residente a San Vito, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Zuanut ».

Il presente decreto a cura dell'autorità comunale di San Vito di Vipacco, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 16 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1411)

N. 50-252 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Skalin Antonio fu Antonio e della fu Kutar Margherita, nato a Caporetto il 31 gennaio 1875 e residente a Caporetto, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Scalin ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Skalin Lucia di Giovanni Kunc, nata a Ladra il 12 dicembre 1878, moglie;
Skalin Antonio Adolfo, nato a Caporetto il 27 marzo 1903, figlio;
Skalin Federico Stanislao, nato a Caporetto il 12 maggio 1904, figlio;
Skalin Maria Anna, nata a Caporetto il 6 ottobre 1905, figlia;
Skalin Milano, nato a Caporetto il 29 febbraio 1908, figlio;
Skalin Ottilia, nata a Caporetto il 28 dicembre 1909, figlia;
Skalin Paola, nata a Caporetto il 28 febbraio 1912, figlia;
Skalin Branislao Ferdinando, nato a Caporetto il 22 luglio 1921, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Caporetto, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1412)

N. 50-7 Z.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della sig.ra Ziberna Anna in Bratoz di Giacomo e di Mislej Francesca, nata a Grise il 30 dicembre 1867 e residente a San Vito di Vipacco, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Giberna ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di San Vito di Vipacco, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 16 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1413)

N. 50-9 Z.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla resti-

tuzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della sig.ra Ziberna Amalia in Gec di Giovanni e di Fabjan Marianna, nata a Grise il 3 ottobre 1878 e residente a San Vito di Vipacco, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Giberna ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di San Vito di Vipacco, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 16 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1414)

N. 50-1077 B.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Boskin Stanislao di Antonio e di Giovanna Cijan, nato a Merna il 13 gennaio 1904 e residente a Sambasso, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Boschin ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Boskin Bernarda fu Vincenzo Glesic, nata a Sambasso il 16 aprile 1905, moglie;

Boskin Emilio, nato a Sambasso il 17 ottobre 1929, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Sambasso, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1415)

N. 50-1076 B.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Batic Francesco di Biagio e di Remec Maria, nato a Vittuglia il 27 novembre 1867 e residente a Vittuglia, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Batti ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Batic Elena di Ignazio Hoi, nata a Messeldring il 26 luglio 1859, moglie.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Sambasso, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1416)

N. 50-1075 B.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Batic Cirillo di Ernesto e della fu Morel Giuseffa, nato a Ossegliano il 24 settembre 1901 e residente a Ossegliano, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Batti ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Batic Luigia di Antonio Cernatic, nata a Ossegliano il 23 gennaio 1903, moglie;

Batic Slaviza di Cirillo, nata a Ossegliano il 6 giugno 1922, figlia;

Batic Elena di Cirillo, nata a Ossegliano l'11 maggio 1924, figlia;

Batic Domenico di Cirillo, nato a Ossegliano il 20 novembre 1927, figlio;

Batic Leonardo di Cirillo, nato a Ossegliano il 23 gennaio 1932, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Sambasso, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1417)

N. 50-246 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Silic Francesco fu Martino e della fu Dorotea Krpan, nato a Biglia il 7 aprile 1894 e residente a Biglia, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Silic Alberto, nato a Biglia il 23 aprile 1923, figlio;
Silic Maria, nata a Biglia il 21 marzo 1925, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: Tiengo.

(1418)

N. 50-247 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Silic Damiano fu Valentino e di Maria Cuk, nato a Biglia il 22 gennaio 1907 e residente a Biglia, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Silic Alessandro, nato a Biglia il 2 gennaio 1909, fratello;
Silic Melania, nata a Biglia il 23 agosto 1913, sorella.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: Tiengo.

(1419)

N. 50-248 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Silic Francesco fu Giuseppe e di Giuseppina Mask, nato a Biglia il 29 luglio 1898 e residente a Biglia, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Silic Luigia fu Carlo Nuga, nata a Vèrtoiba il 27 marzo 1897, moglie;
Silic Bronislava, nata a Biglia il 13 febbraio 1923, figlia;
Silic Aurira, nata a Biglia il 9 giugno 1925, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: Tiengo.

(1420)

N. 50-249 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della signorina Silic Lucia fu Antonio e di Ivicevic Antonia, nata a Lissa il 26 gennaio 1899 e residente a Dobraule, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Santa Croce di Aidussina, sarà notificato all'interessata a ter-

mini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1421)

N. 50-250 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della sig.a Silic Giustina di Antonio e di Brescak Giovanna, nata a Gorizia il 13 aprile 1886 e residente a Tolmino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Tolmino, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1422)

N. 50-251 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Silic Carlo di Augusto e di Faganelj Maria, nato a Raccogliano l'8 febbraio 1894 e residente a Merna, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Silic Anna di Domenico Brimat, nata a Merna il 12 gennaio 1896, moglie;
Silic Carlo, nato a Merna il 7 marzo 1921, figlio;
Silic Giovanni, nato a Merna il 14 giugno 1922, figlio;
Silic Romano, nato a Merna il 22 febbraio 1924, figlio;
Silic Federico, nato a Merna il 26 agosto 1930, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Merna, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1423)

N. 50-256 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Sillig Armando di Sillig Giuseppina ved. Lovisoni, nato a Livorno il 30 luglio 1917 e residente a Castel Dobra, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Silli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Sillig Anna di Sillig Giuseppina ved. Lovisoni, nata a Bigliana il 21 dicembre 1921, sorella.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Castel Dobra, sarà notificato all'interessato a termini dell'articolo 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1424)

N. 50-393 P.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della signora Pavlin Carolina in Fornasari di Andrea e di Sirok Caterina, nata a Raunizza il 10 aprile 1900 e residente a Sambasso, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Paulin ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Sambasso, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2

del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 15 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1425)

N. 50-269 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Spacapan Antonio fu Francesco e fu Apolonia Trojer, nato a Ranziano il 27 settembre 1888 e residente a Ranziano, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Spazzapan ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

Spacapan Emilia di Giuseppe Kariz, nata a Trebiciano l'11 ottobre 1893, moglie.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 23 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1426)

N. 50-280 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Spacapan Ignazio fu Giuseppe e fu Anna Bigon, nato a Ranziano il 17 luglio 1865 e residente a Ranziano, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Spazzapan ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

Spacapan Rodolfo, nato a Novo Mesto il 7 settembre 1900, figlio;

Spacapan Giuseppina, nata a Ranziano il 2 gennaio 1907, figlia;

Spacapan Ignazio, nato a Ranziano il 27 settembre 1911, figlio;

Spacapan Vittorio di Rodolfo, nato a Ranziano il 10 ottobre 1928, nipote;

Spacapan Giuseppina fu Giuseppe Pregelj, nata a Ranziano il 16 luglio 1870, moglie;

Spacapan Giovanna fu Antonio Miklus, nata a Gorizia l'11 aprile 1907, nuora.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 24 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1427)

N. 50-282 S.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della sig.a Spacapan Giuseppina di Francesco e di Orsola Mozetic, nata a Ranziano il 18 marzo 1899 e residente a Ranziano, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Spazzapan ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Ranziano, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 24 dicembre 1932 - Anno XI

Il prefetto: TIENGO.

(1429)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Ruoli di anzianità.

Ai sensi ed agli effetti dell'art. 9 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato, si rende noto che sono stati pubblicati i ruoli di anzianità del personale degli Uffici dipendenti dalla Presidenza del Consiglio dei

Ministri (Presidenza del Consiglio dei Ministri, Consiglio di Stato, Corte dei conti, Avvocatura dello Stato, Istituto centrale di statistica) con la situazione al 1° gennaio 1933-XI.

(5115)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur.

In data 5 giugno 1933-XI è stato rilasciato l'exequatur al signor Ralph Evelyn Westwood Chafy, console di Gran Brettagna a Tripoli.

(5079)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Comuni fillosserati.

Si comunica che, essendosi accertata la presenza della fillossera nei territori dei comuni di Monteroduni e di Isernia, in provincia di Campobasso, con decreto in data 23 giugno 1933-XI, sono state estese ai territori dei detti Comuni le norme contenute nell'art. 6 della legge 18 giugno 1931, n. 987.

(5080)

Soppressione del Consorzio di irrigazione « Piana di Priero » in provincia di Cuneo.

Con R. decreto 20 ottobre 1932, registrato alla Corte dei conti il 2 giugno 1933, registro n. 11, foglio n. 155, sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le fore .e, è stato soppresso, ai sensi dei Regi decreti 30 dicembre 1923, n. 3256, 13 agosto 1926, n. 1907 e 26 luglio 1929, n. 1530, il Consorzio di irrigazione « Piana di Priero », con sede in Priero Montezemolo, provincia di Cuneo.

Il detto Consorzio fu riconosciuto legalmente con R. decreto 29 agosto 1929, n. 1711.

(5081)

Scioglimento dell'Amministrazione ordinaria del Consorzio irriguo « Rio Dugale di Mezzane » in provincia di Verona e nomina del commissario governativo.

Con decreto del Ministro per l'agricoltura e le foreste, in data 20 giugno 1933, n. 3920, è stata sciolta, a termini del R. decreto 13 febbraio 1933, n. 215, l'Amministrazione ordinaria del Consorzio irriguo Rio Dugale di Mezzane, con sede in S. Pietro di Lavagno, provincia di Verona, ed il rag. Valeriano Vianini è stato nominato commissario governativo dell'Ente.

(5082)

Costituzione del Consorzio di irrigazione « Piani di Modena » in provincia di Reggio Calabria.

Con R. decreto 18 maggio 1933, registrato alla Corte dei conti il 13 giugno successivo, registro n. 12, foglio n. 50, sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, è stato costituito, ai sensi del R. decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il Consorzio di irrigazione « Piani di Modena », con sede in Reggio Calabria.

La costituzione del detto Consorzio, di cui fanno parte 101 ditte, con un comprensorio di ettari 136.92.80, è stata deliberata nell'assemblea generale degli interessati, tenutasi, a norma di legge, in Reggio Calabria il 12 aprile 1931 in seguito a domanda di alcuni proprietari.

(5083)

Costituzione del Consorzio di irrigazione « Roggia Caionvica » in provincia di Brescia.

Con R. decreto 22 maggio 1933, registrato alla Corte dei conti il 13 giugno successivo, registro 12, foglio n. 49, sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, è stato costituito, ai sensi del R. decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il Consorzio di irrigazione « Roggia Caionvica », con sede in frazione S. Eufemia della Fonte, Brescia.

Il detto Consorzio, di cui fanno parte 28 ditte, con un comprensorio di ettari 170.93.80, è stato costituito nell'assemblea generale degli interessati, tenutasi, a norma di legge, in S. Eufemia della Fonte il 5 maggio 1933 in seguito a domanda di alcuni proprietari.

(5084)

Riconoscimento del Consorzio di irrigazione « Bealera Nuova » in provincia di Cuneo.

Con R. decreto 16 marzo 1933, registrato alla Corte dei conti il 2 giugno successivo, registro n. 11, sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, è stato riconosciuto, ai sensi del R. decreto 13 agosto 1926, n. 1907, il Consorzio di irrigazione « Bealera Nuova », con sede in Caraglio, provincia di Cuneo.

Il detto Consorzio, di cui fanno parte 85 ditte, con un comprensorio di ettari 357.65.20, è stato costituito nell'assemblea generale degli interessati, tenutasi, a norma di legge, in Caraglio il 24 luglio 1932 in seguito a domanda di alcuni proprietari.

(5085)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per tramutamento di titolo di rendita consolidato 3,50 %.

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 337.

È stato chiesto il tramutamento in cartelle al portatore del certificato di rendita, consolidato 3,50 per cento n. 176454 di L. 70, intestato a Belardi Italia fu Augusto, minore sotto la patria potestà della madre Angela Letti di Matteo, domiciliata in Roma.

Essendo detto certificato mancante del secondo mezzo foglio dei compartimenti semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni, si provvederà alla chiesta operazione ai sensi dell'art. 169 del vigente regolamento sul debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, 29 aprile 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1910)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per tramutamento di titolo di rendita consolidato 5 %.

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 330.

È stato chiesto il tramutamento in cartelle al portatore del certificato del cons. 5 per cento n. 210645 per la rendita annua di L. 500, intestato a Gusmaroli Garibaldi fu Pietro domiciliato a Filadelfia (S.U.A.).

Essendo detto certificato mancante del mezzo foglio di compartimenti semestrali (3ª e 4ª pagina del certificato stesso) si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni, si provvederà alla chiesta operazione a sensi dell'art. 169 del vigente regolamento sul debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 29 aprile 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1912)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Preavviso riguardante la 23ª estrazione delle obbligazioni del Debito redimibile 3 per cento netto di prima e seconda categoria.

Si notifica che nel giorno di martedì 1° agosto p. v., alle ore 9, in Roma, in una sala a pianterreno del palazzo ove ha sede la Direzione generale del Debito pubblico, (via Goito n. 1), aperta al pubblico, avrà luogo la 23ª estrazione delle obbligazioni del debito redimibile 3 per cento netto, di prima e seconda categoria, create con la legge 15 maggio 1910, n. 228.

Le obbligazioni da estrarsi, secondo la tabella di ammortamento, sono in numero di 5960 per ciascuna delle due categorie.

I numeri delle obbligazioni estratte saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 6 luglio 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(5116)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 149.

Media dei cambi e delle rendite

del 6 luglio 1933 - Anno XI

Stati Uniti America (Dollaro)	13.92
Inghilterra (Sterlina)	62.68
Francia (Franco)	73.70
Svizzera (Franco)	361.75
Albania (Franco)	—
Argentina (Peso oro)	—
Id. (Peso carta)	4.05
Austria (Shilling)	—
Belgio (Belga)	2.625
Brasile (Milreis)	—
Bulgaria (Leva)	—
Canadà (Dollaro)	13 —
Cecoslovacchia (Corona)	55.90
Cile (Peso)	—
Danimarca (Corona)	2.81
Egitto (Lira egiziana)	—
Germania (Reichsmark)	4.467
Grecia (Dracma)	—
Jugoslavia (Dinaro)	—
Norvegia (Corona)	3.15
Olanda (Fiorino)	7.555
Polonia (Zloty)	215 —
Rumenia (Leu)	—
Spagna (Peseta)	157 —
Svezia (Corona)	3.26
Turchia (Lira turca)	—
Ungheria (Pengo)	—
U. R. S. S. (Cervonetz)	—
Uruguay (Peso)	—
Rendita 3,50 % (1906)	77.60
Id 3,50 % (1902)	76.70
Id. 3 % lordo	54.825
Consolidato 5 %	85.025
Buoni novennali. Scadenza 1934	100.85
Id id. id. 1940	102.375
Id. id. id. 1941	102.475
Obbligazioni Venezie 3,50 %	86.075

CONCORSI

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Approvazione della graduatoria di merito del concorso a 36 posti di allievo ispettore ingegnere presso l'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Visto il decreto Ministeriale del 19 gennaio 1933, n. 1552;

Visto il rapporto della Direzione generale ferrovie dello Stato (Servizio personale ed affari generali) in data 19 giugno 1933, n. pag 410/24/...;

Sentito il Consiglio d'amministrazione,

Decreta:

È approvata l'annessa graduatoria di merito del concorso a 36 posti di allievo ispettore in prova fra abilitati all'esercizio della professione di ingegnere.

Roma, addì 20 giugno 1933 - Anno XI.

Il Ministro: CIANO.

GRADUATORIA DI MERITO.

1. Di Majo Franco.
2. Affinito Dario.
3. Soccorsi Pio.
4. Greco Alfredo.
5. Zanaboni Pietro.
6. Luraschi Gustavo
7. Rossi Fortunato.
8. Monaldi Mario.
9. Ravagli Francesco
10. Poli Matteo.
11. Valente Giovanni.
12. Villata Luigi.
13. Astrologo Giuseppe.
14. Robert Giovanni.
15. Orcorte Angelo.
16. Calicchio Andrea.
17. Blasi Giuseppe.
18. Taddei Umberto
19. Franco Antonio.
20. Lombi Giuseppe.
21. De Giorgi Giorgio.
22. Buonomo Eduardo.
23. Grieco Raffaele.
24. Valdivieso Mario.
25. Mencherini Ugo.
26. Zitelli Vittorio.
27. D'Alessio Achille.
28. Barducci Fiorenzo.
29. Polvara Antonio.
30. Minaldi Carlo.
31. Botto Antonio.
32. Lo Sardo Francesco.
33. Beltrami Vincenzo.
34. Ferraresi Alfredo.
35. Rubino Giacomo.
36. Fassi Massimo.
37. Carriero Giuseppe.
38. Maglietta Luigi.
39. Comastri Alberto.
40. Martines Pietro.
41. Tonacci Renato.
42. Tenaglia Mario.
43. De Pompeis Giustino.
44. Terzi Giulio.
45. Barbieri Carlo.
46. Galli Francesco.
47. Quaranta Vincenzo.
48. Ottani Mario.
49. Bini Brunetto.
50. Caporaso Alberto.
51. Gualdi Antonio.
52. Bianchi Alberto.
53. Protti Edgardo.
54. Cremona Enrico.
55. Grossi Domenico.
56. Caraceni Domenico.
57. Rizzardini Vittorio.
58. Ruggieri Ruggiero.
59. Buffa Vincenzo.
60. Irdi Filippo.
61. Donini Augusto.
62. Bartalini Pietro.
63. Giordano Francesco Alberto.
64. Vona Gerardo.
65. Corradini Mario.
66. Pucciano Michele.
67. Vitocolonna Vito.
68. Pisani Pio
69. Collura Paolino.
70. Masone Ugo.
71. Danieli Carlo.
72. Marocchi Giuseppe.
73. Bardone Carlo.
74. Sciarra Michele.
75. Sardella Giuseppe.
76. Spanò Antonio.
77. Foà Leonardo.
78. Manganaro Andrea.

(5099)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.